



Afrique subsaharienne

Politique économique et perspectives de croissance

Au cours des dernières années, l'amélioration des politiques de nombreux pays d'Afrique subsaharienne a entraîné une progression des résultats économiques. Alors que les responsables de la région travaillent à maintenir des taux de croissance élevés et à réduire la pauvreté, comment peuvent-ils répondre avec le maximum d'efficacité aux défis de la mondialisation et réunir les conditions favorables à l'investissement privé intérieur et extérieur?

Ernesto Hernández-Catá



PRÈS UNE LONGUE période de faibles résultats, l'Afrique subsaharienne a connu dans les toutes dernières années une amélioration sensible de sa situation économique. Les données les plus récentes montrent que, dans l'ensemble de la région,

- Le PIB réel a progressé en moyenne de 4¹/₄ % par an de 1995 à 1998, contre moins de 1¹/₂ % entre 1990 et 1994. En moyenne annuelle, la production par habitant a augmenté de 1 % en 1995–98, alors qu'elle avait baissé de 2¹/₄ % pendant la première moitié des années 90.
- Après avoir culminé à 47 % en 1994, l'inflation annuelle est tombée à 10 % en 1998.
- Le déficit budgétaire total (dons exclus) est passé de presque 9 % du PIB en 1992 à moins de 5 % en 1998.

Ces progrès sont encourageants, car ils résultent principalement de politiques améliorées dans un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne, et non d'évolutions extérieures

favorables. De fait, la performance de la région en 1994–98 a été nettement affaiblie par les développements de 1998, qui échappaient entièrement à l'emprise des autorités nationales, dont la chute des cours mondiaux de plusieurs produits de base (notamment le pétrole), les effets d'*El Niño* et — s'agissant de l'Afrique du Sud — les conséquences défavorables de la crise financière internationale. Dans quelques pays d'Afrique subsaharienne, en particulier la République démocratique du Congo, l'activité économique a souffert sérieusement en 1998 de conflits armés.

Les moyennes régionales cachent de grandes différences dans les résultats nationaux. Par exemple, si l'on exclut l'Afrique du Sud et le Nigéria (qui représentent à peu près la moitié du PIB de la région), il devient manifeste que les progrès ont été sensiblement plus marqués dans le reste de la région, dont le PIB par habitant a augmenté de 2 % l'an de 1995 à 1998, après avoir fléchi de 2¹/₂ % en 1990–95. En outre, dans un certain nombre de pays

(dont l'Éthiopie, Maurice, le Mozambique, l'Ouganda et le Rwanda), la croissance annuelle du PIB par habitant a largement dépassé 4 % en 1995-98. En revanche, le revenu réel par habitant a *baissé* dans plusieurs pays, en raison parfois de conflits armés accompagnés de perturbations économiques, de 1995 à 1998.

Dans les années 90, de nombreux pays africains ont commencé à appliquer d'importantes réformes structurelles : abolition ou libéralisation du contrôle des prix, démantèlement de quelques monopoles inefficients du secteur public et privatisation de nombreuses entreprises; élimination de barrières non tarifaires et baisse de droits de douane; libération et unification de taux de change; levée du contrôle direct des crédits bancaires et formation des taux d'intérêt sur le marché.

Des progrès ont lieu à présent sur le plan de la stabilisation macroéconomique. Le contrôle des dépenses publiques s'est amélioré, comme en témoigne le fait que les dépenses publiques, après avoir culminé à 29 % du PIB en 1992, sont tombées à moins de 27 % en 1998. En outre, les recettes publiques totales (dons exclus) sont passées en moyenne de 20½ % du PIB en 1990-95 à 22 % en 1998. De ce fait, le déficit budgétaire a été réduit, d'où un ralentissement considérable de la croissance monétaire et de l'inflation. Une autre mesure importante, la dévaluation — trop longtemps reportée — du franc CFA en 1994 est venue améliorer fortement la compétitivité très dégradée des 13 pays africains alors membres de la zone franc. Depuis la dévaluation, ces pays connaissent une expansion marquée des exportations, et leurs taux d'investissement et de croissance dépassent sensiblement la moyenne. Après la montée en flèche des prix due à la dévaluation, l'inflation a été réduite à moins de 3 % dans la zone franc CFA en 1998.

La crise financière internationale de 1998 imposera un difficile ajustement à un certain nombre de pays de la région, en particulier les exportateurs de pétrole, dont les recettes publiques ont baissé fortement tandis que leur revenu par habitant, en progression nulle l'année dernière, va probablement reculer en 1999. En Afrique du Sud, il faudra un certain temps pour que l'activité économique se remette du niveau élevé des taux d'intérêt dû aux pressions spéculatives qui se sont exercées sur le rand en 1998. Dans le reste de la région, toutefois, la chute des prix du pétrole a eu un effet favorable qui a compensé largement le recul des cours des produits de base exportés; la croissance y est restée forte, et l'on prévoit qu'elle s'accélérera en 1999, à moins d'une intensification du conflit en Afrique centrale.

Même si le ralentissement actuel se révélait éphémère, la situation économique de l'Afrique subsaharienne restera difficile : les revenus par habitant sont toujours bas, la pauvreté est grande et très répandue, et les déséquilibres extérieurs fort marqués dans beaucoup de pays, en raison d'une lourde dépendance à l'égard de l'aide extérieure. En outre, le ratio investissement/PIB, qui n'a pas augmenté sensiblement depuis 1990, reste très inférieur à celui d'autres régions en développement.

Un tournant a-t-il été atteint?

Pour ce qui est de l'avenir, deux questions importantes se présentent : les responsables des pays d'Afrique subsaha-

rienne doivent-ils faire face à un contexte extérieur profondément modifié? Les résultats relativement favorables des quatre dernières années pourront-ils continuer?

L'environnement extérieur a effectivement changé, et ce pour au moins deux raisons : l'aide publique au développement (APD), dont dépendaient la plupart des pays de la région, se contracte et, la mondialisation se poursuivant inexorablement, l'Afrique subsaharienne doit parvenir à s'adapter à un monde plus complexe et plus compétitif.

Les apports d'APD fléchissent sous l'effet de la déception suscitée par les programmes d'aide extérieure et des pressions s'exerçant sur les budgets des pays donateurs. Cette tendance continuera probablement, contraignant de nombreux pays africains à opérer de difficiles ajustements. En même temps, le recul de l'APD montrera clairement que la hausse des niveaux de vie futurs dépendra d'efforts déployés pour mobiliser davantage d'investissements privés intérieurs ou extérieurs et pour augmenter la productivité du capital et de la main-d'oeuvre.

La mondialisation est un autre défi de taille. L'Afrique ne peut guère y perdre (les capitaux *sortent* déjà en dépit des contrôles), et elle peut même beaucoup y gagner, à condition que la mondialisation s'accompagne de réorientations de politique dans plusieurs domaines. En premier lieu, il conviendra de réduire les coûts de transaction, qui sont très élevés en Afrique. Les transports, en particulier, sont coûteux du fait de pratiques de monopole, de cartel et/ou de subventionnement dans les liaisons maritimes, ferroviaires et aériennes. Une mondialisation allant de pair avec la réduction de ces coûts pourrait transférer l'avantage comparatif au secteur manufacturier et accroître la production tout en contribuant à diversifier l'économie de la région. En second lieu, la politique budgétaire devra être réorientée en faveur des infrastructures et de l'éducation afin d'éviter que les capitaux intérieurs ne soient transférés dans d'autres pays, où la qualité du capital physique et humain est plus élevée. En troisième lieu, un nouvel abaissement des obstacles au commerce extérieur, qui restent élevés dans la majeure partie de l'Afrique subsaharienne, améliorerait l'allocation des ressources et augmenterait la concurrence. Étant donné la dépendance de beaucoup de ces États à l'égard des recettes tirées des droits d'importation, la libéralisation du commerce devra s'accompagner du recours à d'autres sources de recettes, notamment par l'élimination d'exemptions. Enfin, davantage de pays d'Afrique devront faire face par moments à l'afflux de capitaux étrangers et parfois au risque de les voir refluer, problème que l'Afrique du Sud et quelques autres pays de la région connaissent déjà. Dans ce cas s'imposeront des politiques budgétaires strictes, une gestion prudente de la dette, une supervision rigoureuse des banques et des politiques monétaires souples.

Maintenir des taux de croissance élevés

L'accélération de la croissance observée récemment en Afrique subsaharienne tient en partie à une utilisation accrue de la capacité en place. Cependant, une forte expansion ne pourra se poursuivre sans une progression des taux d'investissement et/ou une hausse continue de la productivité totale des facteurs.

Il est encourageant que le ratio investissement/PIB augmente substantiellement depuis 1995, aussi bien dans les pays à forte croissance susmentionnés que dans la zone franc CFA. Dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, toutefois, ce ratio a peu progressé; il était de 17 % environ en 1998, contre 29 % dans les économies développées d'Asie et 22 % dans celles de l'Hémisphère occidental. En outre, le ratio investissement privé/investissement total de l'Afrique subsaharienne est sensiblement plus bas que dans les nouvelles économies industrielles d'Asie et qu'en Amérique latine, et beaucoup plus bas encore que dans les économies avancées.

La formation de capital a été freinée en Afrique subsaharienne par le sentiment que les risques étaient élevés — sentiment dû en partie à l'absence des infrastructures institutionnelles et juridiques bien établies qui auraient soutenu l'économie de marché (on citera l'insuffisance de la protection du droit de propriété) — et par les accès d'instabilité économique et politique. Comme on a pu le constater dans d'autres pays en développement, la stabilité financière et macroéconomique peut beaucoup pour réduire l'incertitude qui confronte l'investisseur. Mais, au-delà des données macroéconomiques fondamentales, des changements juridiques et institutionnels s'imposent pour protéger efficacement les investisseurs aussi bien intérieurs qu'extérieurs contre des modifications soudaines et arbitraires du contexte économique et des règles du jeu.

L'investissement en Afrique subsaharienne souffre aussi de la pénurie de capital. De 1995 à 1998, le taux moyen d'épargne intérieure de l'Afrique a été de 16 %, contre 18 % dans les pays en développement de l'Hémisphère occidental, et 33 % dans les nouvelles économies industrielles d'Asie. En Afrique subsaharienne, un taux d'épargne plus élevé aiderait à accroître l'investissement tout en contribuant à alléger la dépendance actuelle excessive de nombreux pays à l'égard de l'épargne extérieure. Ces résultats ne seront pas faciles à obtenir, en raison, notamment, des bas niveaux des revenus de la plupart des pays considérés. Les pays devront améliorer leurs positions budgétaires sans comprimer les dépenses d'éducation, de santé publique et d'infrastructure. Pour encourager l'épargne privée, l'effort devra viser en priorité à étendre les réformes du secteur financier, à promouvoir la liberté d'accès au système bancaire, à porter les taux d'intérêt aux niveaux d'équilibre du marché et à assurer dans une mesure raisonnable que l'épargne ne sera ni spoliée ni amenuisée par l'inflation ou d'autres impôts.

Une croissance plus forte exigera aussi qu'augmente la productivité totale des facteurs, donc celle des facteurs technologiques, administratifs et économiques qui déterminent la rentabilité du capital et du travail. Comme on l'a signalé, le manque relatif d'ouverture de l'Afrique subsaharienne réduit l'efficacité et la productivité en faussant l'allocation de ressources et en augmentant les coûts de transaction. La politique économique a souvent défavorisé l'agriculture par des mesures réduisant les incitations à produire (contrôle des prix, taxation ou contingentement des exporta-



M. E. Hernández-Catá est le Directeur associé du Département Afrique du FMI.

tions, subventionnement des importations, par exemple) ou protégeant les produits non agricoles. Cependant, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, la libération de secteurs importants comme le cacao, le café et le coton se présente aujourd'hui sous un jour prometteur, avec de vastes conséquences favorables pour l'efficacité économique et la distribution du revenu.

D'autres mesures en faveur de la hausse de la productivité comprennent l'extension des privatisations, domaine dans lequel l'Afrique subsaharienne reste en retard sur les autres pays en développement, notamment ceux d'Amérique latine; la réforme de la fonction publique en vue de réduire la masse salariale pour des raisons budgétaires et de rationaliser l'échelle des traitements afin d'assurer des rémunérations adéquates et de récompenser le mérite; une ré-

forme bancaire portant notamment sur l'amélioration de la supervision et l'accroissement de la concurrence intérieure et extérieure; et, dans certains pays, des réformes du marché du travail visant à augmenter la flexibilité et la concurrence pour abaisser le chômage structurel.

Conclusion

Durant les quatre dernières années, les résultats économiques de l'Afrique se sont améliorés. La croissance s'est accélérée, car un certain nombre de pays ont mené des politiques favorables à la stabilité macroéconomique et à une production plus efficace. Dans beaucoup de pays, le déficit budgétaire a été réduit, l'inflation abaissée, la privatisation s'est intensifiée et le secteur financier a été libéralisé. En outre, plusieurs pays s'efforcent véritablement de libéraliser le commerce extérieur et l'agriculture, tandis que l'amélioration du système juridique commence à recevoir l'attention nécessaire. Du fait de la mondialisation économique et de la tendance au fléchissement de l'APD, l'Afrique subsaharienne se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Les pays de la région doivent à présent mener les politiques qui leur permettront de consolider leurs avancées et d'augmenter durablement le taux de croissance régional.

Pour obtenir une forte croissance durable en Afrique, il faut accroître l'investissement, en particulier l'investissement privé. Ceci exigera le maintien d'un contexte macroéconomique stable ainsi que de vastes améliorations de la gestion des affaires publiques, afin d'éviter des interventions arbitraires dans l'activité privée et d'instaurer un cadre juridique et réglementaire stable, transparent et permettant de réduire les risques qui découragent actuellement les investisseurs privés intérieurs et extérieurs. Il conviendrait en outre que s'achèvent les conflits armés, qui détruisent le patrimoine humain et matériel et absorbent des ressources au détriment de l'éducation, de la santé et de l'infrastructure. **F&D**

Le présent article se fonde sur une étude antérieure de MM. Stanley Fischer, Mohsin S. Khan et Ernesto Hernández-Catá, «Africa: Is This the Turning Point?», document d'analyse et d'évaluation des politiques n° 98/6 du FMI (Washington, 1998).

Developing Countries Prize of the Justus Liebig University Giessen

Every two years since 1986, Justus Liebig University Giessen, with the support of the Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), Frankfurt am Main, has awarded the

Developing Countries Prize

for achievement in the acquisition and application of scientific knowledge relating to developing countries. Recipients of the prize, set at DM 10,000, may be individuals, research teams, or institutions.

The Developing Countries Prize is intended to support the activity of researchers working in areas of strategic relevance for the future. In 1999, the prize will be awarded for scientific work covered by the topic

Women in Development

Submissions proposing suitable candidates of the 1999 Prize, which is to be awarded in late October 1999, should be accompanied

by an outline of the specific research topic (1 page maximum), along with a list of relevant publications and one or two publications supporting the proposal in particular. In the case of individuals, a curriculum vitae should be enclosed; in the case of institutions, a résumé of research areas covered. Individuals and institutions may not apply on their own behalf.

Selection of the prizewinner will be carried out by the Committee for the Developing Countries Prize, Justus Liebig University Giessen.

Proposals can be accepted until April 30, 1999 (date of postal receipt), and should be sent to:

Kuratorium "Entwicklungsländerpreis" c/o Der Präsident, Justus-Liebig-Universität Giessen, Ludwigstrasse 23, D-35390 Giessen.

Further information can be located on the www:
<http://www.uni-giessen.de/jlupreise/entwick>



Crown Agents Financial Services Limited

Training Courses in Banking and Financial Management



The increasing pace of change, complexity and turmoil in financial markets create growing pressures on governments and organisations to manage financial issues more effectively. In response to these pressures, the present and future policy makers in central banks, government ministries, parastatal and commercial organisations need strategic and technical financial management skills suited to today's global markets.

Crown Agents Financial Services Limited, a UK bank working internationally with governments and commercial organisations, are responding to this need with short courses held at our residential international management training centre in the UK. Our courses can also be tailored for presentation worldwide. Courses to be conducted in the UK in 1999 include:

- Fiscal Policy, Revenue and Expenditure
- Public Sector Reform and Privatization
- Structure and Supervision of Financial Markets
- The Instruments of Financial Markets
- Foreign Exchange Management
- Reserves and Sovereign Risk Management
- Debt Management Strategies and Techniques
- Financial Management of Development Projects
- Treasury Control within Banks
- Pension Administration

If you have training needs in these or related subjects, or would like further information, please contact:

Joanna Lee Tel: +44 (0)1 753 6253 Fax: +44 (0)1 753 6250

e-mail: edf@crwaagents.com.uk web: www.crownagents.com/fin

Please quote reference FD0999 when contacting us.

